

Séance du Conseil Municipal du 27 mars 2009

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, VALLAURI Jean- Claude, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, HAVARD-CORBIERE Chantal, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, ZIZZO François.

Procurations :

M. VRIGNON Bertrand à M. SALTON Gérard
Mme DUQUESNE Céline à Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse
M. REYNAUD Gilles à M. VALLAURI Jean- Claude
Melle DORDE Maéva à Mme HAVARD-CORBIERE Chantal

Secrétaire :

Mme HAVARD-CORBIERE Chantal

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h30.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 20 février 2009 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible comme à l'accoutumée sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité.

Séance du Conseil Municipal du 27 mars 2009

Ouverture de la séance :

Est retirée :

- une délibération relative à l'attribution de subventions aux associations.

Madame HAVARD-CORBIERE Chantal est élue secrétaire de séance.

Ordre du jour :

1^{er} point ; Comptes administratifs et comptes de gestion 2008 :

Le compte administratif 2008 M 14 de la commune présenté au conseil municipal a été adopté à l'unanimité, hors de la présence de monsieur le Maire, lequel s'est retiré au moment du vote, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement : 1 546 594.96 € (dépenses)
1 819 870.37 € (recettes)

Excédent de fonctionnement : 273 275.41 €

Investissement : 608 593.17 € (dépenses)
721 735.54 € (recettes)

Excédent d'investissement : 113 142.37 €

Total : 2 155 188.13 € (dépenses)
2 541 605.91 € (recettes)

Excédent : 386 417.78 € sur l'exercice courant.

Vote à l'unanimité.

Compte de gestion : idem.

Le compte administratif 2008 M 49 de l'eau et de l'assainissement présenté au conseil municipal a été adopté à l'unanimité, hors de la présence de monsieur le Maire, lequel s'est retiré au moment du vote, ainsi qu'il suit :

Exploitation : 157 955.95 € (dépenses)
266 042.79 € (recettes)

Excédent d'exploitation : 108 086.84 €

Investissement : 287 843.63 € (dépenses)
289 305.25 € (recettes)

Excédent d'investissement : 1 461.62 €
Total : 445 799.58 € (dépenses)
555 348.04 € (recettes)

Excédent : 109 548.46 € sur l'exercice courant.

Vote à l'unanimité.

Compte de gestion : idem.

Le compte administratif 2008 M 4 du cimetière présenté au conseil municipal a été adopté à l'unanimité, hors de la présence de monsieur le Maire, lequel s'est retiré au moment du vote, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement : 0.00 € (dépenses)
1 716.80 € (recettes)

Excédent de fonctionnement : 1 716.80 €

Investissement : 0.00 € (dépenses)
0.00 € (recettes)

Solde : 0.00 €

Total : 0.00 € (dépenses)
1 716.80 € (recettes)

Excédent : 1 716.80 € sur l'exercice courant.

Vote à l'unanimité.

Compte de gestion : idem.

M 14 : Affectation du résultat 2008 :

Le conseil municipal,

Après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2008,

Considérant que la section de fonctionnement a dégagé au cours de l'exercice 2008 un excédent et conformément aux nouvelles directives comptables M14,

Constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de :
273 275,41 €,

Statuant sur l'affectation de ce résultat,

Décide à l'unanimité de l'affecter comme suit :

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT		
A Résultat de l'exercice	Déficit Excédent	273 275,41 €
B Résultat antérieur reporté	D 002 - Déficit antérieur reporté R 002 - Excédent antérieur reporté	409 111,70 €
C Résultat à affecter = A+B	Déficit Excédent	682 387,11 €
Pour mémoire Virement à la section d'investissement en 2008		79 004,00 €
D Solde d'exécution d'investissement cumulé	D 001 - Besoin de financement R 001 - Excédent de financement	358 231,89 €
E Solde des restes à réaliser	Besoin de financement Excédent de financement	148 445,00 €
F BESOIN DE FINANCEMENT TOTAL : =D+E		0,00 €
AFFECTATION : C=G+H		
1 G Affectation en réserves R 1068 en investissement (au minimum, couverture du besoin de financement F)		250 000,00 €
2 H Report en fonctionnement R 002		432 387,11 €
<u>DEFICIT</u> (En ce cas il n'y a pas d'affectation) Report en fonctionnement D 002		

M 49 : Affectation du résultat 2008 :

Le conseil municipal,

Après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2008,

Considérant que la section d'exploitation a dégagé au cours de l'exercice 2008 un excédent et conformément aux nouvelles directives comptables M 49,

Constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de :
108 086,84 €,

Statuant sur l'affectation de ce résultat,

Décide à l'unanimité de l'affecter comme suit :

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT		
A Résultat de l'exercice	Déficit Excédent	108 086,84 €
B Résultat antérieur reporté	D 002 - Déficit antérieur	
reporté	R 002 - Excédent antérieur	188 183,70 €
C Résultat à affecter = A+B	Déficit Excédent	296 270,54 €
Pour mémoire Virement à la section d'investissement en 2008		240 753,70 €
D Solde d'exécution d'investissement cumulé	D 001 - Besoin de financement R 001 - Excédent de financement	87 117,78 €
E Solde des restes à réaliser	Besoin de financement Excédent de financement	99 400,00 €
F BESOIN DE FINANCEMENT TOTAL : =D+E		0,00 €
AFFECTATION : C=G+H		
1 G Affectation en réserves R 1068 en investissement (au minimum, couverture du besoin de financement F)		70 000,00 €
2 H Report en fonctionnement R 002		226 270,54 €
<u>DEFICIT</u> (En ce cas il n'y a pas d'affectation) Report en fonctionnement D 002		

M 4 Cimetière : Affectation du résultat 2008 :

Le conseil municipal,

Après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2008,

Considérant que la section de fonctionnement a dégagé au cours de l'exercice 2008 un excédent de 1 716.80 € et conformément aux directives comptables M 4,

Statuant sur l'affectation de ce résultat,

Décide à l'unanimité de l'affecter comme suit :

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT		
A Résultat de l'exercice	Déficit Excédent	
B Résultat antérieur reporté	D 002 - Déficit antérieur reporté R 002 - Excédent antérieur reporté	1 716,80 €
C Résultat à affecter = A+B	Déficit Excédent	1 716,80 €
Pour mémoire Virement à la section d'investissement		
D Solde d'exécution d'investissement cumulé	D 001 - Besoin de financement R 001 - Excédent de financement	
E Solde des restes à réaliser	Besoin de financement Excédent de financement	
BESOIN DE FINANCEMENT TOTAL : F=D+E		
AFFECTATION : C=G+H 1 G Affectation en réserves R 1068 en investissement (au minimum, couverture du besoin de financement F) 2 H Report en fonctionnement R 002		1 716,80 €
<u>DEFICIT</u> (En ce cas il n'y a pas d'affectation) Report en fonctionnement D 002		

2^{ème} point ; Vote des taxes :

Le conseil municipal appelé à délibérer sur le vote des trois taxes directes locales,

Considérant les différentes dispositions régissant les conditions dans lesquelles celles-ci peuvent être fixées,

Vu l'état n°1259 TH-TF portant notification des bases nettes d'imposition des trois taxes directes locales et des allocations compensatrices revenant à la commune pour l'année 2009,

Où l'exposé de monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Fixe les taux d'imposition pour l'année 2009 de la commune ainsi qu'il suit en fin de compte rendu.

Monsieur le Maire rappelle sa volonté de ne pas augmenter les impôts cette année et souligne une nouvelle fois que la base d'imposition par individu est bien inférieure à d'autres collectivités de même importance.

3^{ème} point : Budgets primitifs 2009 :

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le budget 2009 M14 de la commune ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 2 026 000 €

Recettes : 2 026 000 €

Section d'investissement :

Dépenses : 6 753 100 €

Recettes : 6 753 100 €

Total :

Dépenses : 8 779 100 €

Recettes : 8 779 100 €

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le budget 2009 M49 de l'eau et de l'assainissement ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 483 270.00 €

Recettes : 483 270.00 €

Section d'investissement :

Dépenses : 3 365 000.00 €

Recettes : 3 365 000.00 €

Total :

Dépenses : 3 848 270.00 €

Recettes : 3 848 270.00 €

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le budget 2009 M 4 du cimetière ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 78 216.80 €

Recettes : 78 216.80 €

Section d'investissement :

Dépenses : 25 500.00 €

Recettes : 25 500.00 €

Total :

Dépenses : 103 716.80 €

Recettes : 103 716.80 €

4^{ème} point ; Plan de relance de l'économie ; Versement anticipé du FCTVA :

Application des dispositions de l'article 1^{er} de la loi de finances rectificative pour 2009, codifiées à l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales, pour le versement anticipé des attributions du FCTVA au titre des dépenses réalisées en 2008.

Monsieur le Maire expose au conseil municipal :

Le dispositif du plan de relance de l'économie relatif au fonds de compensation pour la TVA (FCTVA), inscrit à l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT), permet le versement en 2009 des attributions du fonds au titre des dépenses réalisées en 2008 pour les bénéficiaires du fonds qui s'engagent, par convention avec le représentant de l'Etat, à accroître leurs dépenses d'investissement en 2009.

Cette dérogation au principe du décalage de deux ans entre la réalisation de la dépense et l'attribution du FCTVA devient pérenne pour les bénéficiaires du fonds dès que les services de préfectures constateront, au 1^{er} trimestre 2010, qu'ils ont respecté leur engagement au regard des montants effectivement réalisés en 2009.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de souscrire à ce dispositif et de l'autoriser à signer la convention afférente.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1615-6,

PREND ACTE que le montant de référence est la moyenne des montants des dépenses réelles d'équipement réalisées pour les exercices 2004, 2005, 2006, et 2007, soit 648 430 € ;

DECIDE d'inscrire au budget de la commune 6 669 000 euros de dépenses réelles d'équipement dont 680 000 € que la commune compte engager et mandater en 2009, soit une augmentation de 4.87 % par rapport au montant référence déterminé par les services de l'Etat ;

AUTORISE le monsieur le Maire à conclure avec le représentant de l'Etat la convention par laquelle la commune s'engage à augmenter ses dépenses réelles d'équipement en 2009 afin de bénéficier de la réduction du délai d'instruction du FCTVA au titre des dépenses réalisées en 2008, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Le détail des travaux figure en fin de compte rendu.

5^{ème} point ; Objet : Modification des statuts de la communauté de communes du Pays des Paillons Compétence « création et aménagement d'équipements culturels et sportifs »

Monsieur le Maire rappelle que, par délibération en date du 24 octobre 2008, le conseil municipal a adopté à l'unanimité la modification de l'article 8 des statuts de la communauté de communes - et la rédaction de la compétence « Création et aménagement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ».

Toutefois, monsieur le Préfet ayant demandé que soient apportées des précisions supplémentaires à la notion d'intérêt communautaire, le conseil communautaire, dans sa séance du 17 mars dernier, a décidé d'ajouter deux critères à ceux déjà retenus.

Ainsi, outre l'inscription dans les orientations de la charte de développement durable et le caractère structurant à l'échelle du territoire communautaire, ces équipements devront pallier l'insuffisance de ceux existants et avoir une capacité technique ou d'accueil qui concerne les populations d'au moins deux communes membres.

Monsieur le Maire propose d'adopter cette nouvelle rédaction de la compétence « Création et aménagement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ».

Le conseil municipal, ouï l'exposé de monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

VU les article L5211-5 et L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 créant la communauté de communes du pays des Paillons,

VU la délibération n° 050701 du conseil communautaire de la communauté de communes du pays des Paillons définissant l'intérêt communautaire pour chacune des compétences de la communauté de communes et créant une septième compétence intitulée « création d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération N° 090309 du conseil communautaire de la communauté de communes du pays des Paillons adoptant la modification des statuts au niveau de l'article 8, paragraphe C, alinéa 3,

CONSIDERANT l'intérêt de mettre en oeuvre un programme plus développé d'équipements culturels et sportifs,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire pour ce faire de modifier la compétence communautaire « création d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

CONSIDERANT que cette modification doit permettre d'engager des programmes d'investissement correspondants aux objectifs d'aménagement et de développement du pays des Paillons,

ADOpte la modification suivante des statuts de la communauté de communes du Pays des Paillons
ainsi rédigée :

Article 8 :

C- Compétences facultatives :

3. Création et aménagement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire :

Sont d'intérêt communautaire les équipements culturels et sportifs qui font partie d'un programme d'investissement décidé et engagé par la communauté de communes, correspondant aux objectifs inscrits dans la charte de développement durable du pays des Paillons et revêtant un caractère structurant à l'échelle du territoire communautaire.

Ces équipements devront répondre au deux critères suivants :

- pallier l'insuffisance des équipements existants ;
- avoir une capacité technique ou d'accueil qui concerne les populations d'au moins deux communes membres.

6^{ème} point ; Aménagement Bâtiment communal La Colombe : Avenants :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le programme d'aménagement du bâtiment communal La Colombe.

Il fait part de l'utilité de passer deux avenants concernant les lots n°1 et 4 :

Lot n°1 : Gros oeuvre, maçonnerie, cloisons, carrelage, VRD :

L'entreprise SLAMAT sise à NICE a été retenue pour un montant de :
53 915.12 € HT soit 64 482.48 € TTC.

L'avenant porte sur ; (moins de 5 % du montant du marché) :

En moins : Espaces verts : - 1 360 € HT
En plus : Bordures : + 1 360 € HT
Solde : 0 € HT

Le montant du marché reste à 53 915.12 € HT.

Lot n° 4 : Menuiserie bois:

L'entreprise PIN et Fils sise au CANNET ROCHEVILLE a été retenue pour un montant de :
5 040 € HT soit 6 027.84 € TTC.

L'avenant porte sur ; (plus 5.36% du montant du marché) :

Travaux supplémentaires : Coffre cache compteur, changement sens ouverture d'une porte :
+ 0 270 € HT.

Le montant du marché passe de 5 040 € HT à 5 310 € HT.

La commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 27 mars 2009 pour le lot n°4 a émis un avis favorable.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à signer ces avenants.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à signer ces avenants tels qu'exposés ci-dessus, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

7^{ème} point ; Convention balayeuse avec la commune de Blausasc :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'opportunité de faire balayer les rues de la commune par une balayeuse que la commune de Blausasc propose de mettre à la disposition de la commune deux jours par mois en moyenne.

Il rappelle les démarches entreprises et l'intérêt de cette proposition, la prestation incluant la machine et le conducteur.

Le coût de cette prestation s'élève à 450 € TTC par jour d'utilisation.

La durée de cette prestation est prévue du 01^{er} avril 2009 au 31 décembre 2010.

Monsieur le Maire propose au conseil de choisir cette possibilité et de l'autoriser à signer la convention afférente.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Décide de retenir la commune de BLAUSASC pour cette prestation qui s'élève à 450 € TTC par jour d'utilisation, deux jours par mois en moyenne, du 01^{er} avril 2009 au 31 décembre 2010.

Autorise monsieur le Maire à signer ladite convention, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

8^{ème} point ; Contrôle Autosurveillance de la station d'épuration : Choix du prestataire :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal l'obligation pour les collectivités de faire contrôler le dispositif d'autosurveillance de leur système d'assainissement au moins une fois par an et de suivre régulièrement leur fonctionnement et leur rejet.

Jusqu'en 2008, l'Agence de l'eau mandatait le SATESE pour cette prestation, jusqu'à lors gratuite pour les collectivités.

A compter du 01^{er} janvier 2009, cette prestation doit faire l'objet d'une mise en concurrence.

Monsieur le Maire informe le conseil d'un courrier du conseil général des Alpes maritimes du 10 mars 2009 l'informant de son souhait de continuer à apporter aux communes éligibles, dont notre commune, cette prestation à titre gratuit.

Monsieur le Maire propose au conseil de continuer à bénéficier des services de ce prestataire, le SATESE, qui a donné jusqu'à ce jour toute satisfaction, et de l'autoriser à signer la convention afférente.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Adopte,

Décide de retenir le SATESE, service du conseil général des Alpes maritimes,

Autorise monsieur le Maire à signer ladite convention, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

9^{ème} point : Déneigement des voies communales : Demande de subvention au Conseil général :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la commune a du faire procéder par une entreprise au déneigement des voies communales au cours de l'hiver 2008 – 2009 pour un coût de 1 255.80 €.

Il rappelle qu'il est possible de bénéficier d'une aide de 70 % du conseil général des Alpes maritimes sur le coût TTC de cette prestation.

Une délibération est nécessaire pour compléter le dossier communal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à solliciter du conseil général des Alpes maritimes une subvention de 70% sur le coût TTC de cette prestation,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents correspondants.

10^{ème} point : Responsabilité des communes pour défaut de sécurisation des voies communales : Motion :

Monsieur le maire informe le conseil municipal d'un courrier de l'association des Maires des Alpes-Maritimes relatif à la responsabilité des communes pour défaut de sécurisation des voies communales.

Les communes qui possèdent un relief accidenté sont particulièrement exposées aux phénomènes naturels que sont les éboulements, ou les chutes de pierres et de rochers.

Lors d'accidents, la politique juridique des compagnies d'assurance tend à mettre en cause de manière systématique la commune, soit au titre de l'article 1384 du Code civil, soit au titre des pouvoirs de police du maire et du Code Général des Collectivités Territoriales.

En outre, quand ces phénomènes naturels portent atteinte à des infrastructures de transports (autoroutes ou voies ferrées) elles sont contraintes d'assumer des travaux d'un coût exorbitant au bénéfice des tiers qui les exploitent.

Monsieur le Maire souhaite que la commune :

S'ASSOCIE à la démarche entreprise par l'Association des Maires des Alpes-Maritimes afin de défendre les intérêts des communes victimes de la multiplication des recours en responsabilité du fait de la garde de leur domaine public naturel ;

DEMANDE une évolution de la législation en vigueur afin que la sécurisation des voies relève de la seule responsabilité du gestionnaire de l'infrastructure.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

ADOpte la motion telle qu'exposée ci-dessus.

11^{ème} point ; Tarifs cantine scolaire à compter du 01^{er} septembre 2009 :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que dans le cadre de la revalorisation des tarifs communaux, il est nécessaire de réactualiser les tarifs de la cantine municipale.

Il propose que le tarif de la cantine soit porté de 3.48 € à 3.70 € par enfant et par repas pour les enfants de la commune et de 6.82 € à 7.13 € par enfant et par repas pour les enfants hors commune et pour toute autre personne ; (calcul spécifique).

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Fixe pour les enfants de la commune à 3.70 € par enfant et par repas le tarif de la cantine municipale,

Fixe à 7.13 € par enfant et par repas le tarif de la cantine pour les enfants domiciliés hors commune et pour toute autre personne.

Ces tarifs seront applicables à compter du 01/09/2009.

12^{ème} point ; Participation des communes aux frais de fonctionnement de l'école :

Le Maire,

Vu la Loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat notamment son article 1 qui dispose que les communes règlent par leurs délibérations les affaires de leur compétence ;

Vu la Loi 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée par l'article 37 de la Loi 86-29 du 9 janvier 1986 et l'article 11 de la Loi 86-972 du 19 août 1986 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements et les Régions ;

Vu la Circulaire 89-723 du 25 août 1989 fixant le régime de répartition intercommunale des charges des écoles publiques ;

Considérant que l'école de L'ESCARENE est fréquentée par des élèves résidant dans d'autres communes disposant d'une école et pour lesquels une dérogation signée par les deux maires concernés, équivaut engagement de paiement ;

Considérant que l'école de L'ESCARENE est également fréquentée par des élèves résidant sur la commune du TOUET de L'ESCARENE qui ne dispose pas d'école ;

Aux termes de la loi précitée, les élèves du primaire provenant d'une commune de résidence ne possédant pas d'école doivent être accueillis dans les écoles d'autres communes possédant une capacité d'accueil suffisante et la commune de résidence doit participer aux frais de fonctionnement.

Les élèves de maternelles peuvent être accueillis dans les mêmes conditions.

Conformément à la réglementation, et après constatation des dépenses réelles ;

Les frais de participation pour l'année scolaire 2007-2008 s'élèvent à 807.53 € par enfant.

L'actualisation annuelle se fera en fonction des frais d'entretien réellement engagés et facturée sur l'année 2008-2009.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Fixe à 807.53 € par enfant le montant des frais de fonctionnement dus par les communes de résidence pour l'année scolaire 2007-2008.

Conformément à la réglementation et comme à l'accoutumée, cette décision sera transmise à chaque commune et un titre de recette sera émis à leur encontre.

13^{ème} point ; Participation financière aux frais de fonctionnement et de restauration des enfants niçois scolarisés à L'Escarène :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que des enfants niçois sont scolarisés dans les écoles publiques situées en dehors de Nice après établissement d'une dérogation de secteur scolaire, avec participation de la commune niçoise aux frais de fonctionnement des écoles publiques de la commune d'accueil.

Il fait part de la possibilité de fixer par convention entre les deux communes les conditions de participation financière de la ville de Nice.

Monsieur le Maire donne lecture du projet de convention établi par la ville de Nice comprenant deux parties, la participation financière aux frais de fonctionnement et la participation financière aux frais de restauration des enfants niçois scolarisés à L'Escarène.

Pour cette dernière partie, la commune de Nice s'engage à participer aux frais de restauration scolaire à la hauteur de la part communale du prix de repas fixée par le conseil municipal pour l'ensemble des enfants niçois scolarisés dans les écoles niçoises, considérant toutefois que ledit montant ne pourra être supérieur à celui demandé par la commune d'accueil.

Monsieur le Maire propose d'adopter ces dispositions et de l'autoriser à signer cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à signer ladite convention avec la ville de Nice, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

14^{ème} point ; Convention d'utilisation du gymnase :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'une convention tripartite est nécessaire pour convenir de l'utilisation par la commune, hors temps scolaire, du gymnase.

Monsieur le Maire rappelle les termes définissant l'étendue de cette mise à disposition, à savoir les modalités d'occupation, la participation de la ville aux charges de fonctionnement et les modalités de gardiennage par un agent communal.

Il informe du nouveau coût horaire fixé pour l'année 2008-2009 à 7.50 €.

Une délibération est nécessaire pour autoriser le Maire à signer cette nouvelle convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Oûi l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

ADOpte

AUTORISE monsieur le Maire à signer cette convention, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

15^{ème} point ; Adhésions au SICTIAM :

Le Conseil municipal appelé à délibérer sur la demande d'adhésion de différentes collectivités et établissements au SICTIAM au cours de l'année 2008,

Considérant la délibération du conseil syndical du SICTIAM du 05 décembre 2008 et le courrier afférent de ce syndicat;

En application du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-18.1 ;

Oûi l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Se prononce favorablement sur la demande d'adhésion au SICTIAM de ces différentes collectivités et établissements;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

16^{ème} point ; Tarif des vacations funéraires :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'évolution des dispositions législatives en vigueur concernant la surveillance des opérations funéraires et aux vacations versées pour la réalisation de ces surveillances.

Elles prévoient que dans les communes non dotées d'un régime de police d'Etat, seules les opérations de surveillance :

- de fermeture du cercueil lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès ou de dépôt,
- dans tous les cas lorsqu'il y a crémation,

- d'exhumation, de ré inhumation et de translation de corps,

donnent lieu au versement d'une vacation (Article L 2213-14 du CGCT).

De plus, le législateur a souhaité harmoniser le tarif de ces vacations funéraires qui doit être compris entre 20 et 25 €.

Ce tarif est fixé par le Maire après avis du conseil municipal.

Monsieur le Maire propose de fixer celui-ci à 25 €.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2213-15,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Emet un avis favorable à cette proposition de fixer le tarif de ces vacations funéraires, telles qu'exposées ci-dessus et dans les conditions prévues par les textes en vigueur, à 25 €.

17^{ème} point ; M 14 : Amortissement frais d'études Ilôt du Serre :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que les services de la Trésorerie de L'Escarène demandent à ce que le solde des frais d'études de l'ilôt du Serre soient amortis.

Monsieur le Maire propose une durée d'amortissement de cinq années.

Des opérations comptables sont nécessaires pour cela sur le budget M 14 de la commune.

Il convient de valider les opérations suivantes figurant sur le tableau annexé.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

18^{ème} point ; Budget M 14 Commune : Admission en non valeur :

Le conseil municipal appelé à délibérer sur des factures impayées d'un montant total de 244.80 € correspondant à des demandes de règlement de l'année 2008,

Considérant l'impossibilité de recouvrement invoquée par le Trésorier et compte tenu de l'ancienneté de cette dette,

Sur proposition de monsieur le Maire de bien vouloir admettre cette somme en non valeur,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Accepte d'admettre en non valeur cette somme de 244.80 € (budget M 14).

19^{ème} point ; Budget M 49 Eau et assainissement : Admission en non valeur :

Le conseil municipal appelé à délibérer sur des montants impayés d'un total de 43.44 €, (41.50 € et 1.94 €), correspondant à des demandes de règlement des années 2006 et 2008,

Considérant l'impossibilité de recouvrement invoquée par le Trésorier et compte tenu de l'ancienneté de ces dettes,

Sur proposition de monsieur le Maire de bien vouloir admettre cette somme en non valeur,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Accepte d'admettre en non valeur cette somme de 43.44 €; (budget M 49).

Questions diverses :

Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.

Diverses questions ont été posées auxquelles la municipalité a répondu.

Département des ALPES MARITIMES
Trésorerie de L'ESCARENE
Commune de L'ESCARENE

M 14

**BUDGET
2009**

DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

LIBELLES	Bases N - 1	Bases notifiées (si connues à la date du vote)	Variation des Bases (N-1)	Taux N - 1	Taux appliqués par décision du C.M.	Variation des taux (N-1)	Produits N - 1	Produits votés par le C.M.	Variation des produits [N- 1]	Variation des produits (N-1)
Taxe Habitation	2 023 559	2 137 000	5,61%	15,52%	15,52%	0,00%	314 056	331 662	17 606	5,61%
Taxe foncière sur les propriétés Baties	1 343 709	1 464 000	8,95%	14,50%	14,50%	0,00%	194 838	212 280	17 442	8,95%
Taxe foncière sur les propriétés non baties	12 922	13 200	2,15%	45,05%	45,05%	0,00%	5 821	5 947	125	2,15%
TOTAL	3 380 190	3 614 200	6,92%				514 716	549 889	35 173	6,83%

COMMUNE DE L'ESCARENE

PLAN DE RELANCE

ANNEE 2009

PROGRAMMES

Montants

PGM 505 Travaux Eglise Saint Pierre Es Liens et chapelles attenantes; (1ère partie)	150 000 €
PGM 607 Passage sous voûte rue du Château	215 000 €
PGM 902 Voirie communale 2009	160 000 €
PGM 605 Aménagement Bâtiment La Colombe	60 000 €
PGM 707 Chapelle Saint Roch	30 000 €
PGM 804 Equipement sportif	30 000 €
PGM 506 Lavoir du Safranier	8 000 €
PGM 506 Toiture médiathèque	7 000 €
Divers; (montants déjà mandatés)	20 000 €
Total	680 000 €